SÉNAT DE BELGIQUE

SEANCE DU 20 JUILLET 1922.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi approuvant la participation de l'État dans la formation de l'association sans but lucratif dénommée « Palais des Beaux-Arts de Bruxelles », ainsi que divers engagements consécutifs à cette participation.

(Voir les n° 166, 193, 284 et les Ann. parl. de la Chambre des Représentants, séances des 14 et 18 juillet 1922 et le n° 169 du Sénat.)

Présents : MM. le baron DE SADELEER, président ; le baron DE MÉVIUS, DELANNOY, DUCASTEL, FRANÇOIS, VAN CAUWENBERGH, VANDE MOORTELE, VAN OVERBERGH, SEELIGER, SERRUYS et HUISMAN-VAN DEN NEST, rapporteur.

MESSIEURS,

Le Projet de Loi n'a soulevé, au sein de votre Commission, aucune objection de principe : mais un certain nombre de ses membres n'ont pas cru pouvoir s'y rallier, à raison de la charge financière qu'il pourrait entraîner pour le Trésor, alors que s'impose de plus en plus la compression des dépenses.

Cette objection a retenu d'autant plus l'attention de votre Commission qu'elle-même a, depuis longtemps, et chaque fois qu'elle en a eu l'occasion, prêché l'ère des économies.

Son adhésion au Projet de Loi déposé par le Gouvernement, n'en a que plus de poids.

Elle a estimé que le Parlement pouvait difficilement faillir à l'engagement qu'il avait pris en 1921, lorsqu'il a voté le crédit de 200,000 francs destiné à payer le minimum d'intérêt garanti par l'État à l'Association du Palais des Beaux-Arts.

Le Projet de Loi n'entraîne, d'ailleurs, pour le Gouvernement, qu'une garantie éventuelle d'intérêts, qui, si elle doit se réaliser, ne nécessitera que des sommes relativement peu importantes et échelonnées sur un long terme.

Enfin, comme l'écrit dans son rapport, l'honorable M. Destrée, « l'expérience a démontré que rien n'était plus réellement dispendieux que les expédients provisoires. »

(2)

L'intervention de la ville de Bruxelles, de la province de Brabant et de particuliers, a également pour conséquence de décharger l'État de son obligation de construire le Palais des Beaux-Arts.

Un membre de la Commission a fait observer qu'en votant la disposition par laquelle exemption des droits d'enregistrement et de transcription est accordée à l'opération, il n'entendait pas reconnaître que sans le vote de cette disposition, pareils droits seraient dûs sur cet acte. Une précaution ne nuit pas, mais la disposition lui paraît inutile ; on n'aperçoit pas quelle disposition serait sujette à des droits autres que celui que le receveur a perçu et qui est le droit fixe de 5 francs.

Sous cette réserve, le projet a été adopté par 9 voix contre une et une absence.

Le Président,
HUISMAN-VAN DEN NEST.

Le Rapporteur,
B^{on} L. DE SADELEER.